France : des milliers de Roms toujours expulsés chaque année sans relogement déplorent des ONG

10/08/2017 à 22h55

Des milliers de familles Roms continuent d'être expulsées chaque année de campements ou bidonvilles en France sans solution de relogement pérenne, et restent ainsi condamnées à l'errance et à la précarité, dénoncent jeudi plusieurs ONG.

Au premier semestre 2017, 4.382 Roms ont été expulsés de 50 lieux de vie (squats, bidonvilles, campements) en France, selon un recensement établi par la Ligue des droits de l'Homme (LDH) et le Centre européen pour les droits des Roms (CEDR), avec le soutien du Collectif national droits de l'Homme Romeurope.

"*La situation reste inquiétante*", explique à l'AFP Radost Zaharieva, chargée de mission aux droits de l'Homme pour le CEDR.

"*Les familles Roms installées sur des terrains, souvent dans des cabanes, sont expulsées à la suite d'une décision de justice ou d'un arrêté du maire. Dans plus de 50% des cas on leur propose une solution de relogement, mais elle n'est que temporaire, hôtel ou autre, pour quelques nuits ou au mieux quelques semaines*". […]
"*Elles se retrouvent ensuite rapidement à la rue, et doivent souvent faute d'autre solution se reloger dans des conditions misérables*" ajoute-t-elle.

Selon les ONG, 15.000 à 20.000 femmes et enfants originaires d'Europe de l'Est, Roms pour la plupart, vivent en France dans

des bidonvilles, squats ou campements, qui n’ont la plupart du temps ni raccordement à l’eau ou à l’électricité, ni système de collecte des ordures et sont souvent dangereux car proches de routes à grande vitesse, chemins de fer ou décharges, et difficilement accessibles.

“Si les Roms se retrouvent dans une telle précarité, c’est parce qu’ils sont exclus de la société. La solution n’est pas de multiplier les expulsions, mais de mettre en place une véritable politique de résorption des bidonvilles, et de leur donner un meilleur accès à l’emploi, à la santé et à l’éducation **“, conclut Mme Zaharieva.**